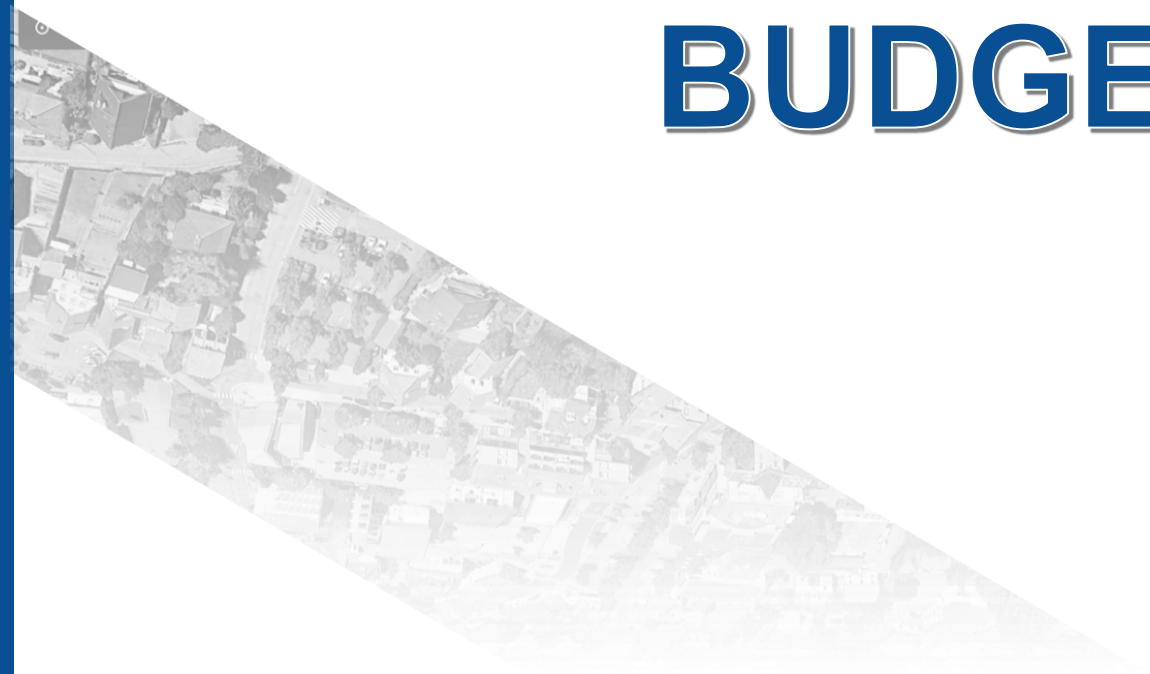
Illzach
ma ville rayonne !

Conseil Municipal
17 février 2025



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

Sommaire

INTRODUCTION

LE CONTEXTE MACROECONOMIQUE

LES MESURES DE LA LOI DE FINANCES INITIALE 2025 RELATIVES AUX COLLECTIVITES

LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

LES DEPENSES REELES DE FONCTIONNEMENT

L’EPARGNE

LES INVESTISSEMENTS

LA DETTE

RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE

RATIOS

CONCLUSION

INTRODUCTION

La loi d’Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d’un débat d’orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif pour les communes de plus de 3 500 habitants et pour les intercommunalités disposant d'une commune de plus de 3 500 habitants.

Plus récemment, l’article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier, mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants.

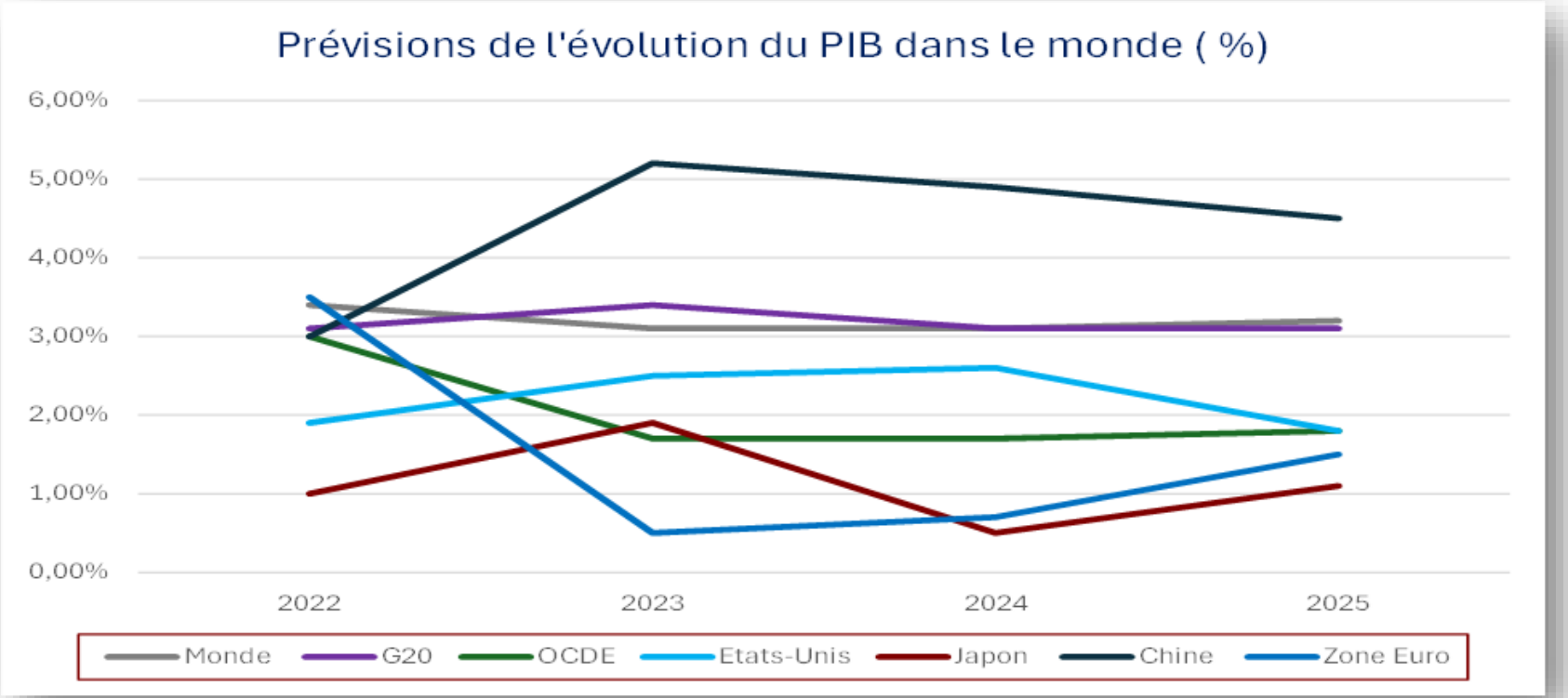
LE CONTEXTE MACROECONOMIQUE

Une croissance stagnante

La croissance mondiale devrait stagner en 2024 et 2025.

Les prévisions de différents organismes, en particulier celles de l'OCDE, indiquent que la croissance mondiale devrait ralentir par rapport à ce qu'elle a connu durant la période avant la COVID, avec une croissance estimée à 3,1% dans le monde en 2024 et une prévision d'une croissance à 3,2% de PIB réel en 2025, ce qui est inférieur à la moyenne sur les dernières années avant COVID.

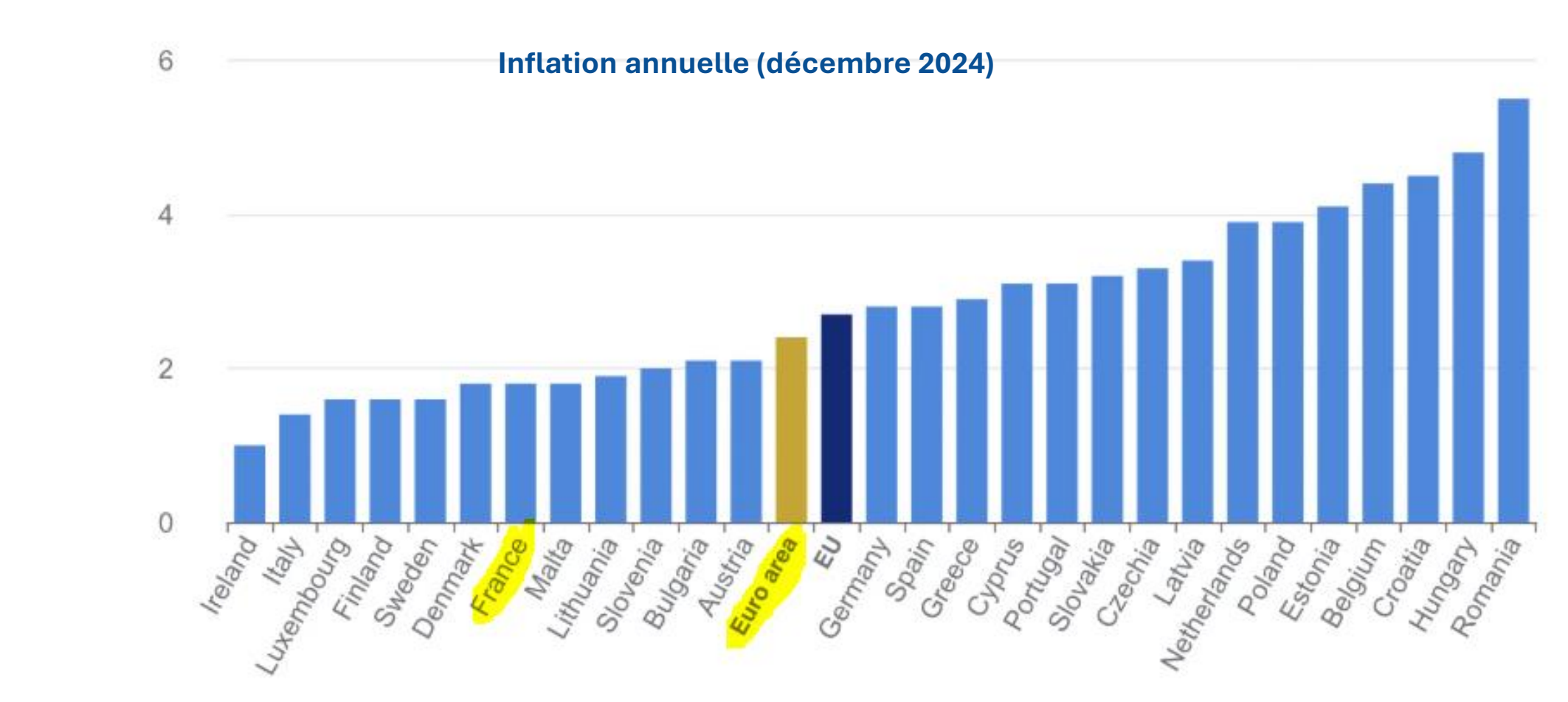
Pour la zone Euro, les prévisions sont à la progression avec 0,7% de croissance en 2024 et presque 1,5% en 2025.



Source : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE, VOLUME 2024

L’inflation

Le combat contre l’inflation est en passe d’être gagné. La BCE indique une inflation dans la zone Euro à 2,2% pour l’année 2024 alors que l’INSEE indique que l’inflation est même repassée sous la barre des 2% en France pour le mois d’août 2024.

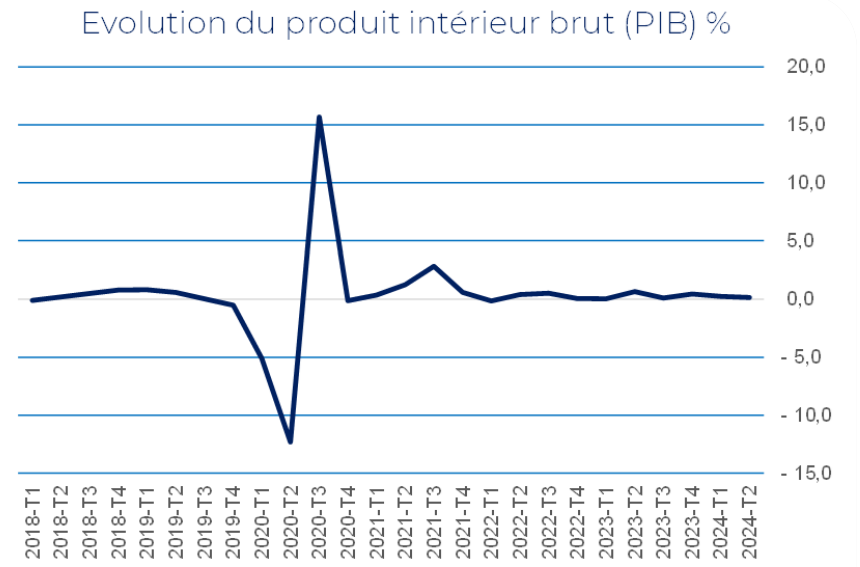


Le contexte national

La banque de France, se basant sur les données de l'INSEE, table sur une croissance de 0,8% du PIB en 2024 et 1,2% en 2025. Une reprise est donc attendue pour l'année 2025.

L'inflation qui est descendue en dessous de 2% en août 2024 et qui pourrait se stabiliser à 1,7% en 2025, (notamment grâce à une baisse des coûts énergétiques) et un desserrement de la politique monétaire de la part de la BCE devraient contribuer à une relance de l'économie française.

La baisse des taux directeurs tant attendue devrait aider cette reprise, d'autant que le contexte économique international est favorable.



Source : INSEE, comptes nationaux trimestriels

	2022	2023	2024	2025	2026
PIB réel	2,6	1,1	0,8	1,2	1,6
IPCH	5,9	5,7	2,5	1,7	1,7
IPCH hors énergie et alimentation	3,4	4,0	2,5	2,2	1,9
Taux de chômage en fin d'année [a)]	7,1	7,5	7,6	7,9	7,6

Tableau issu Projections macroéconomiques – Juin 2024 Banque de France

Le contexte national

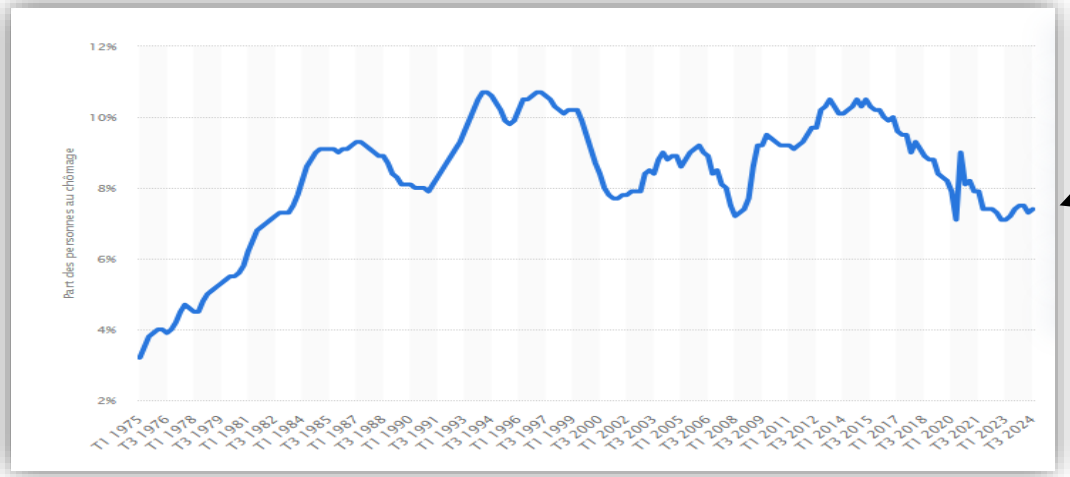
De plus, la consommation des ménages serait de nouveau un moteur pour la croissance française au même titre que l'investissement des entreprises qui devrait rebondir en 2025, notamment avec la détente progressive des taux d'intérêt, qui favoriserait les investissements des entreprises selon les mêmes projections de la banque de France.

Cet éclaircissement donnera une bouffée d'air pour l'emploi en France. Les derniers chiffres du chômage indiquent que celui-ci, pour les demandeurs d'emploi de catégorie A, se situe à 7,4 % en janvier 2025, en progression sensible de 4 % (+ 113 800) par rapport au trimestre précédent.

Le pouvoir d'achat des ménages devrait progresser, principalement grâce à la reprise des salaires réels, tenant compte de l'inflation.

Néanmoins, la situation des finances publiques, avec un déficit très élevé de plus de 5,5 % du PIB et un endettement au sens de Maastricht de plus de 110 % pèse sur les projections économiques, en particulier dans un contexte d'incertitude politique.

Taux de chômage en France de 1975 à 2024



T3 2024
7,3 %

LES MESURES DE LA LOI DE FINANCES INITIALE 2025 RELATIVES AUX COLLECTIVITES

LES DIFFERENTES MESURES DU PLF

Certaines mesures concernant les collectivités sont indépendantes de la loi de finances et entreront en vigueur en 2025. Cela concerne notamment **la revalorisation des bases fiscales**. L'indexation sur l'indice des prix à la consommation harmonisé, prévue à l'article 1518 bis du CGI, **atteint 1,7 %.**

1° Instauration d'un « dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales » (DILICO) :

Dans la première version du PLF, 450 collectivités dépassant les 40 M€ de recettes réelles de fonctionnement, étaient appelées à participer à l'effort de redressement des comptes publics en contribuant à hauteur de 2 % de leurs recettes de fonctionnement à un « fonds de précaution »

Le Gouvernement de Michel Barnier avait annoncé un assouplissement de la mesure pour épargner la moitié des Conseils départementaux. En compensation, le projet de l'exécutif, modifié par le Sénat, consiste à élargir le nombre de communes contributrices, à plus de 2 000, sur des montants plus faibles de ponction.

Les sommes prélevées par ce nouveau dispositif, dénommé **DILICO**, seraient intégralement ou quasi intégralement restituées à partir de 2026 aux collectivités ponctionnées. Les collectivités concernées par ce mécanisme ne sont pas aujourd'hui connues.

LES DIFFERENTES MESURES DU PLF

2° Réforme du Fonds de compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

La première version du PLF reposait sur une réduction du taux de FCTVA de 16,404 %, à 14,85 % à partir du 1er janvier 2025, et limitait le FCTVA aux seules dépenses d'investissement. Le Gouvernement de Michel Barnier était prêt à revenir sur la rétroactivité de la mesure pour les collectivités qui perçoivent le fonds de compensation en décalage d'un ou deux ans. Le Sénat a cependant supprimé cette réforme.

LES DIFFERENTES MESURES DU PLF

3° L'évolution du taux de cotisation de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL)

Afin de rééquilibrer les comptes de la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL), le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2025 prévoyait une augmentation de + 4 points du taux de cotisation des employeurs territoriaux en 2025, puis une augmentation équivalente chaque année jusqu'en 2027.

Sous la pression des collectivités territoriales et des parlementaires, l'augmentation de 12 points du taux de cotisation est lissée sur quatre ans, jusqu'en 2028, soit une augmentation de + 3 points en 2025. Un décret a été publié en ce sens le 31 janvier 2025, avec un effet rétroactif au 1er janvier de cette année.

LES DIFFERENTES MESURES DU PLF

4° Dotations : un abondement de l'enveloppe DGF moins important que prévu:

Dans le premier projet de loi de finances, le montant de l'enveloppe de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour 2025 restait inchangé par rapport à 2024. Au sein de cette enveloppe en revanche, la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU) et la Dotation de solidarité rurale (DSR) devaient augmenter respectivement de 140 M€ et 150 M€, au détriment donc de la dotation forfaitaire. Le Sénat a adopté, pour éviter une baisse de la dotation forfaitaire, une augmentation de l'enveloppe globale de 290 M€.

Finalement, **la DGF n'est augmentée que de 150 M€** mais la hausse de la péréquation de 290 M€ répartie sur la DSR (150 M€) et la DSU (140 M€) est quant à elle bien maintenue. Le financement des 150 M€ supplémentaires de la DGF provient **d'une minoration des crédits de la DSIL**, l'Etat considérant que l'enveloppe de DSIL est mobilisée pour des projets lourds, notamment des collectivités du bloc communal, et que, entrant dans la dernière année du mandat, il ne devrait y avoir que très peu d'engagements de crédits sur cette enveloppe de la part des collectivités.

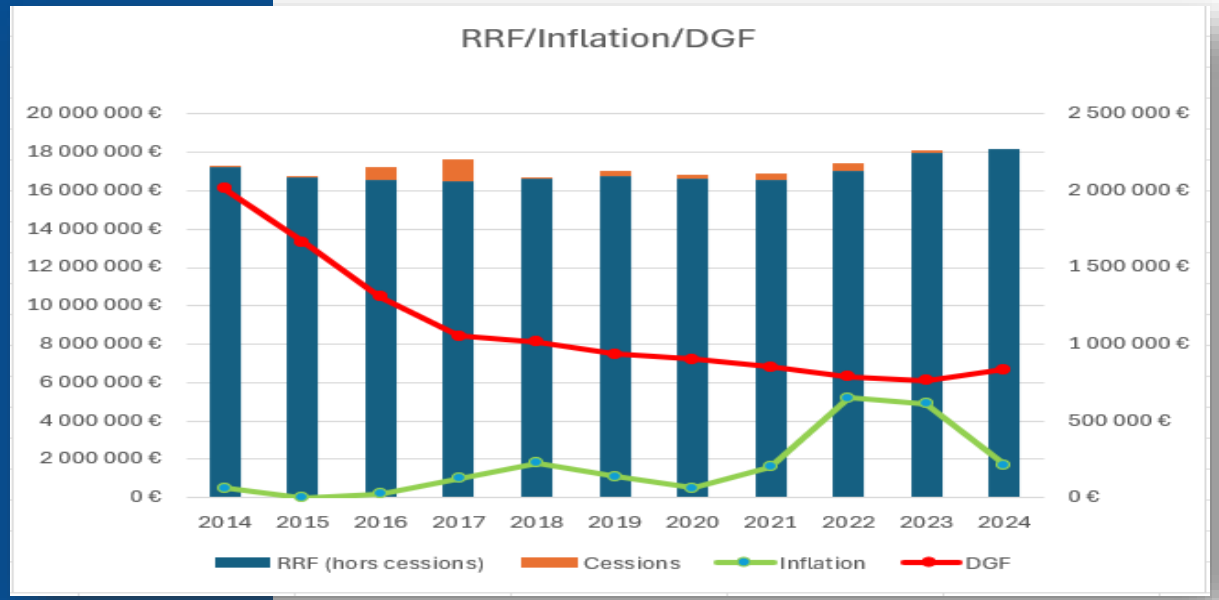
LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

La dotation globale de fonctionnement

En 2024, la commune a perçu au titre de la DGF 832 798 € soit + 69 259 € par rapport à 2023 (+ 9,07%).

Les recettes en dotations et participations de la commune devraient s'élever à 837 985 € en 2025. Une légère progression (+ 0,62 %) due à l'abondement de la DSU à hauteur de 150 M€.

La commune ne dispose d'aucune marge de manœuvre sur celles-ci.



Évolution des montants de Dotation Globale de Fonctionnement

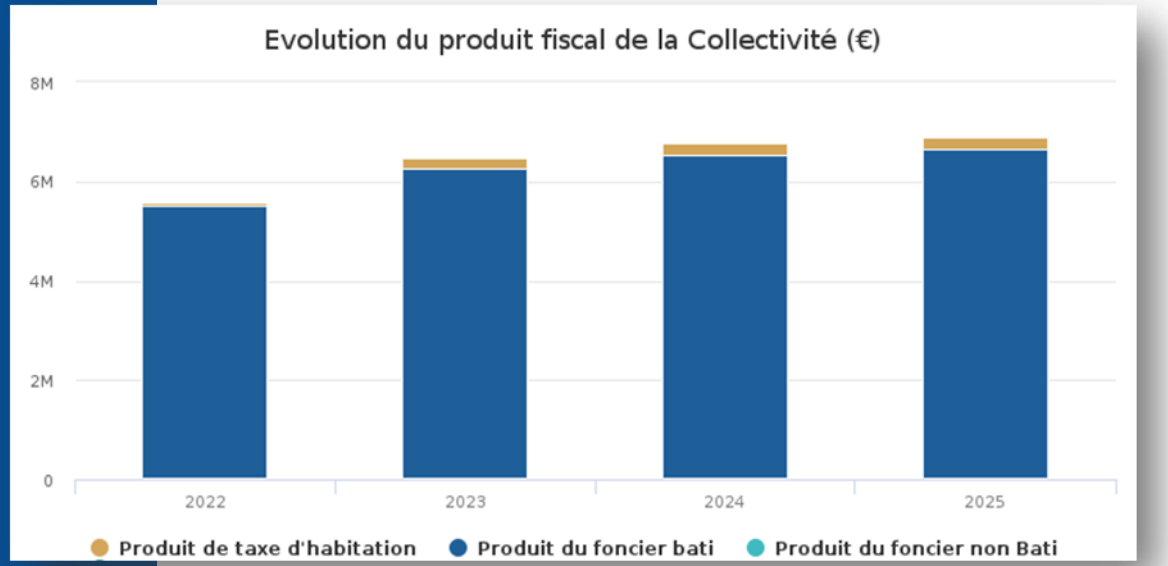
Année	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %
Dotation forfaitaire	462 811 €	422 393 €	454 253 €	447 985 €	-1,38 %
Dotation de Solidarité Urbaine	325 235 €	341 146 €	378 545 €	390 000 €	3,03 %
TOTAL DGF	788 046 €	763 539 €	832 798 €	837 985 €	0,62 %

La fiscalité directe

La progression mécanique des bases à 3,9 % auront permis à la Ville de générer une recette supplémentaire de 198 830 € (+3,03 %) par rapport au produit 2023.

Les autres ressources fiscales de la communes (FNGIR, DCRTP, DMTO, TLPE etc.) accusent quant à elles globalement une baisse de 9,05 % (-134 379 €).

Pour 2025, le produit fiscal de la commune est estimé à 15 098 298 €, un léger ralentissement de - 0,11 % par rapport à l'exercice 2024 (- 16 299 €). Selon l'INSEE, la revalorisation des bases fiscales 2025 devraient quant à elles progresser de + 1,7 %.



Année	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %
Taxes foncières et d'habitation	5 663 131 €	6 547 429 €	6 746 259 €	6 860 945 €	1,7 %
Reversement EPCI	6 959 095 €	6 953 268 €	7 017 711 €	6 958 756 €	-0,84 %
Autres ressources fiscales	1 553 762 €	1 485 006 €	1 350 627 €	1 278 597 €	-5,33 %
TOTAL IMPOTS ET TAXES	14 175 988 €	14 985 703 €	15 114 597 €	15 098 298 €	-0,11 %

La fiscalité directe

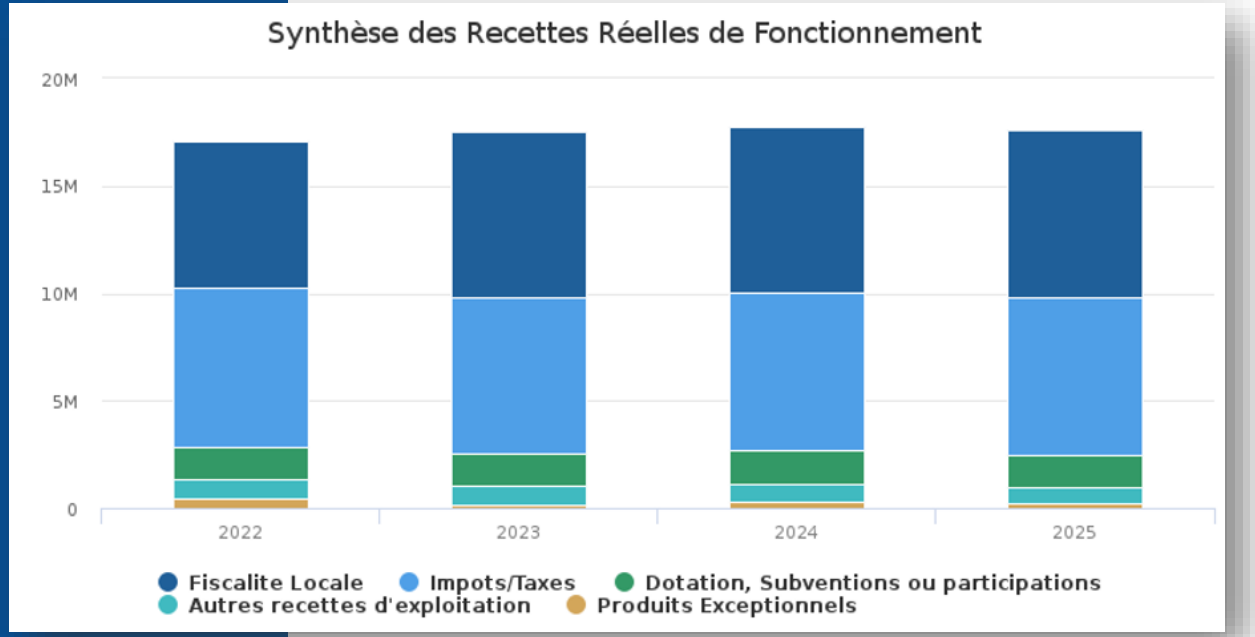
TABLEAU DE LA REPARTITION DES PRODUITS PAR TAXE COMMUNALE

Année	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %
Produit TH	54 448 €	228 567 €	237 511 €	241 548 €	1,7 %
Produit TFB	5 509 554 €	6 230 293 €	6 522 556 €	6 633 438 €	1,7 %
Produit TFNB	18 522 €	19 920 €	21 857 €	22 228 €	1,7 %
Rôles complémentaires	80 607 €	68 649 €	-35 665 €	-36 269 €	1,69 %
TOTAL PRODUIT FISCALITE €	5 663 131 €	6 547 429 €	6 746 259 €	6 860 945 €	1,7 %

Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection 2025

En 2024, les recettes de fonctionnement ont pour ainsi dire stagné (+0,17 % soit +31 493€) par rapport à 2023. La progression mécanique des bases fiscales à hauteur de 3,9% a permis cette année de compenser la baisse de certaines ressources telles que la DMTO et la TCFE (respectivement – 20,13% et – 24,81%).

Pour l'année 2025, les projections de recettes sont moins dynamiques (-1,65 %). Elles reposent sur une baisse globale des dotations et participations et sur l'évolution des bases fiscales (+1,7 % attendus contre 3,9 % en 2024).



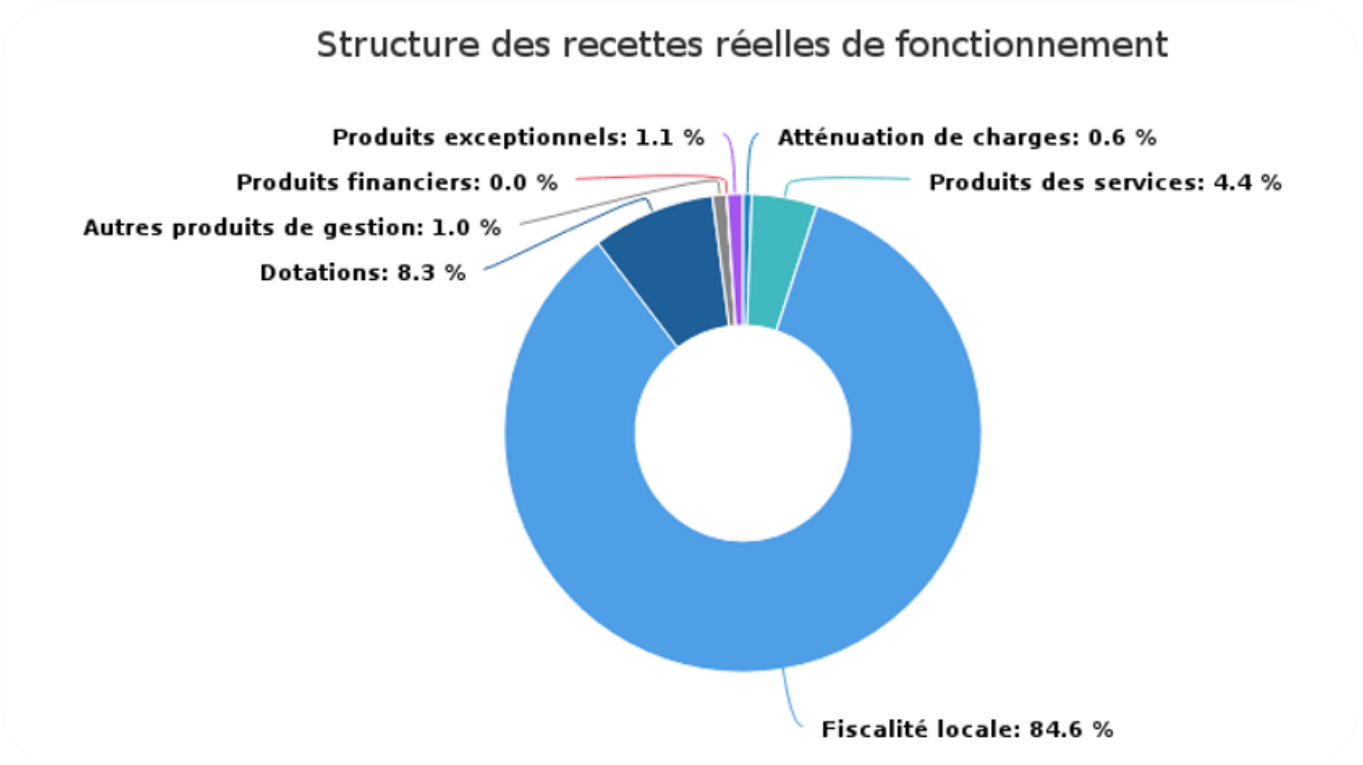
Année	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %
Impôts / taxes	14 175 988 €	14 985 703 €	15 114 597 €	15 098 298 €	-0,11 %
Dotations, Subventions ou participations	1 507 421 €	1 434 827 €	1 523 316 €	1 487 123 €	-2,38 %
Autres Recettes d'exploitation	1 356 344 €	1 543 302 €	1 215 586 €	1 076 405 €	-11,45 %
Produits Exceptionnels	420 964 €	157 681 €	299 505 €	192 000 €	-35,89 %
Total Recettes de fonctionnement	17 460 719 €	18 121 516 €	18 153 009 €	17 853 829 €	-1,65 %
Évolution en %	- %	3,78 %	0,17 %	-1,65 %	-

Structure des Recettes Réelles de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2025, les recettes réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 17 853 829€, soit 1 191,37 € / hab. Ce ratio est inférieur à celui de 2024 (1 206,18 € / hab).

Ces dernières se décomposeraient de la manière suivante :

- **à 84,57 % de la fiscalité directe ;**
- **à 8,33 % des dotations et participations ;**
- **à 4,42 % des produits des services, du domaine et des ventes ;**
- **à 0,96 % des autres produits de gestion courante ;**
- **à 0,6 % des atténuations de charges;**
- **à 1,08% des produits exceptionnels ;**
- **à 0,04 % des reprises sur amortissements et provisions.**

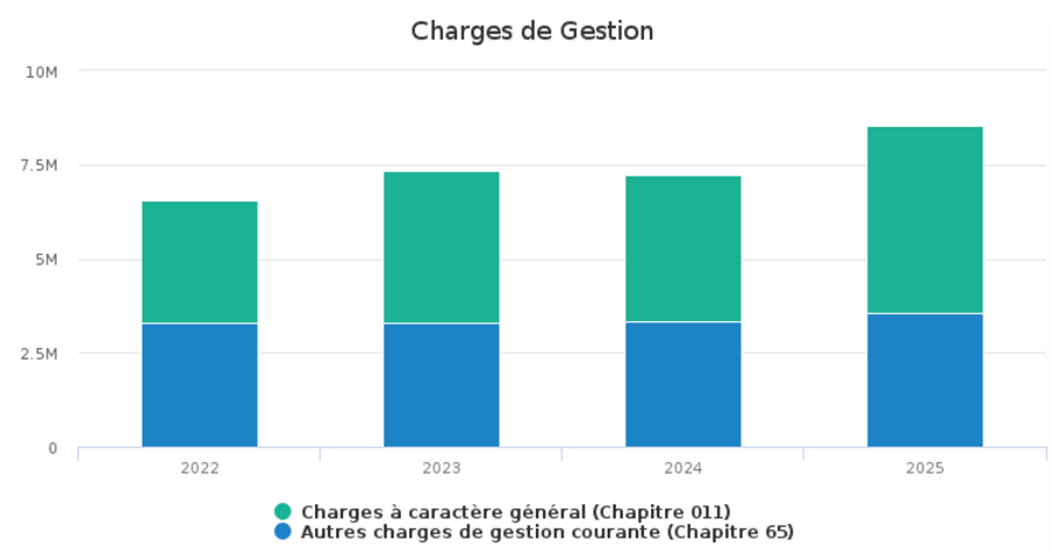


LES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante

En 2024, les charges de gestion ont représenté 51,26 % du total des dépenses réelles de fonctionnement (DRF) soit une baisse de - 1,45 % (- 106 175 €) par rapport à 2023. Cette diminution s'explique principalement par la baisse du coût de l'énergie.

Les charges de gestion, en fonction du vote du budget 2025, évolueraient de 18,24 % (+ 1 317 142€) entre 2024 et 2025 et représenteraient 52,65 % du total des DRF.

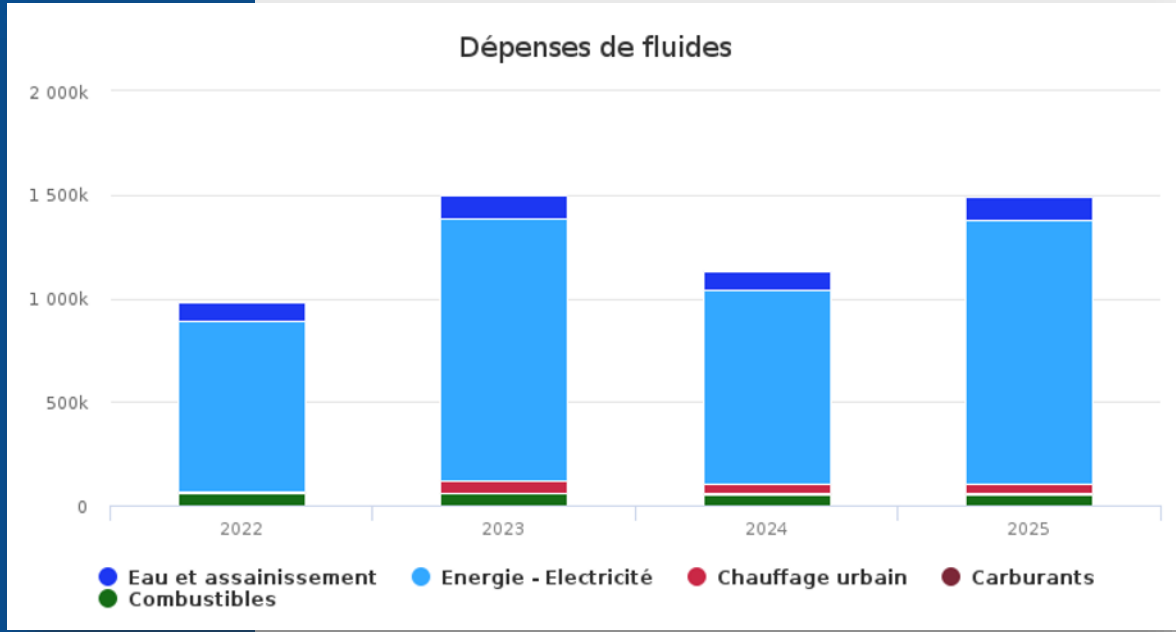


Année	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %
Charges à caractère général	3 256 643 €	4 018 179 €	3 879 531 €	4 973 084 €	28,19 %
Autres charges de gestion courante	3 295 611 €	3 310 361 €	3 342 834 €	3 566 423 €	6,69 %
Total dépenses de gestion	6 552 254 €	7 328 540 €	7 222 365 €	8 539 507 €	18,24 %
Évolution en %	0 %	11,85 %	-1,45 %	18,24 %	-

Zoom sur les dépenses de fluides

Après avoir connu une très forte augmentation en 2023 (+ 53 %), l'année 2024 se concrétise par une baisse marquée des prix de l'énergie (-25 % (- 338 692€) pour ce qui est du coût du gaz et de l'électricité confondus).

Avec une baisse de 10 % du prix de l'électricité annoncée en février 2025, nos espérons à minima pouvoir maintenir nos dépenses de fluides à ce niveau pour l'année en cours.



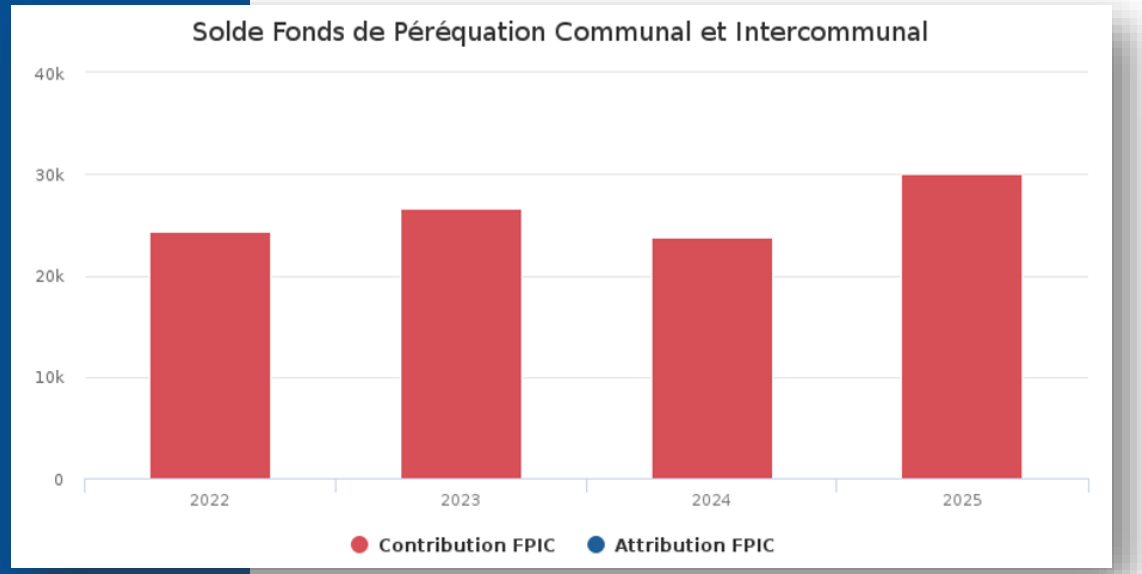
Année	2022	2023	2024	2025	2024 – 2025 %
Eau et assainissement	85 307 €	115 137 €	83 762 €	105 340 €	25,76 %
Énergie – Électricité Chauffage urbain	829 009 €	1 323 387 €	984 695 €	1 323 365 €	34,39 %
Carburants - Combustibles	65 905 €	62 077 €	59 814 €	58 245 €	-2,62 %
Total dépenses de fluides	980 221 €	1 500 601 €	1 128 271 €	1 486 950 €	31,79 %
Évolution en %	16,31 %	53,09 %	-24,81 %	31,79 %	-

Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

Créé en 2012, le FPIC a pour objectif de réduire les écarts de richesse fiscale entre ensembles intercommunaux.

La Ville d'Illzach en bénéficiait en 2016 à hauteur de 201 000 € puis le FPIC a continué à évoluer à la baisse jusqu'en 2020.

Au contraire, les modifications de la carte intercommunale ont conduit la Ville d'Illzach à devenir contributrice à partir de 2021 et à hauteur de 23 768€ en 2024 (- 10,94 % par rapport à 2023).

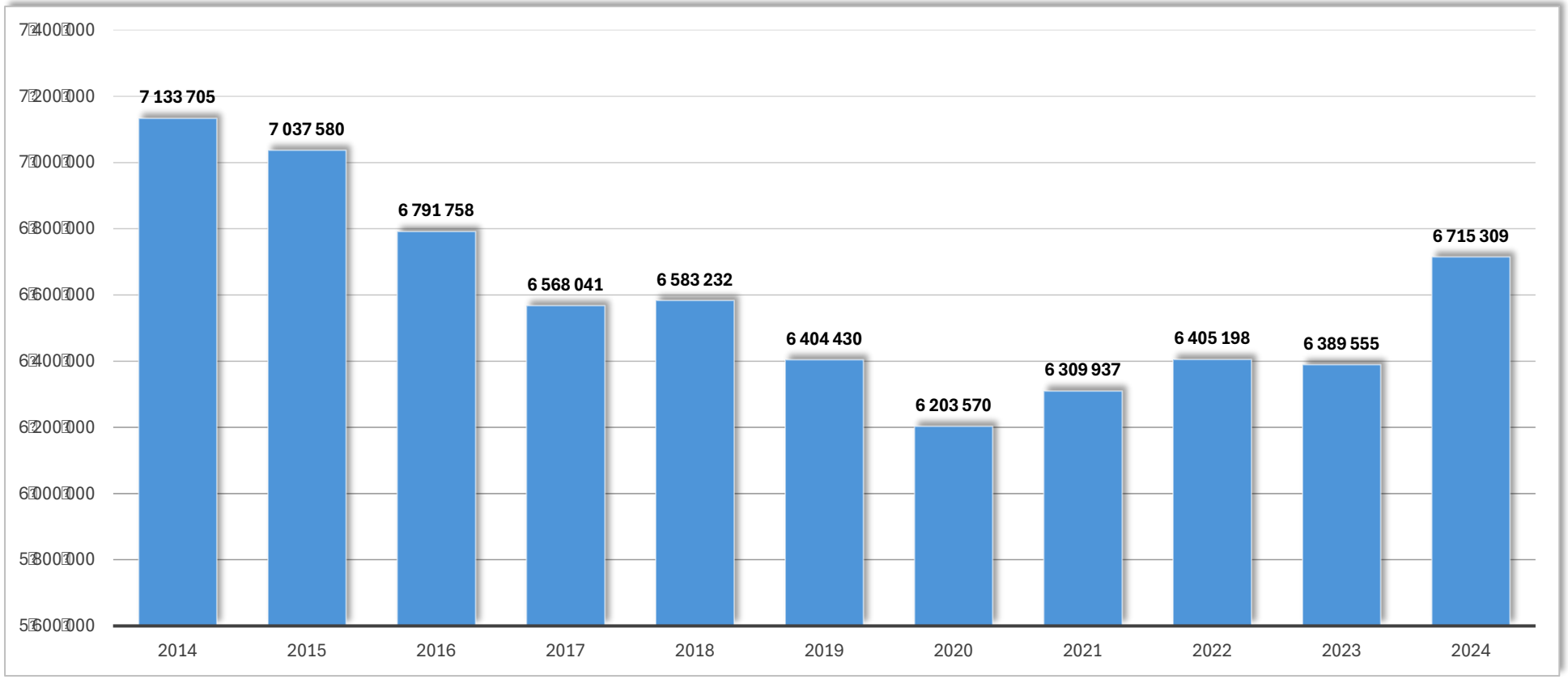


Année	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %
Contribution FPIC	24 376 €	26 685 €	23 768 €	30 000 €	26,22 %
Attribution FPIC	0 €	0 €	0 €	0 €	0 %
Solde FPIC	24 376 €	26 685 €	23 768 €	30 000 €	26,22 %

Evolution des charges de personnel

Pour l'année 2024, les charges de personnel accusent une augmentation de + 5,10 % (+ 325 755 €). La politique municipale de soutien au pouvoir d'achat des agents, la revalorisation globale du régime indemnitaire (+ 14,03 %, le Glissement-Vieillesse-Technicité (GVT) et la politique promotionnelle mise en place expliquent cette progression.

Pour cette même année, elles ont représenté 46,97 % des DRF contre 45,32 % en 2023.
A noter que pour les villes françaises de même strate, les dépenses de personnel représentent 59 % des DRF.



Structure des charges de personnel

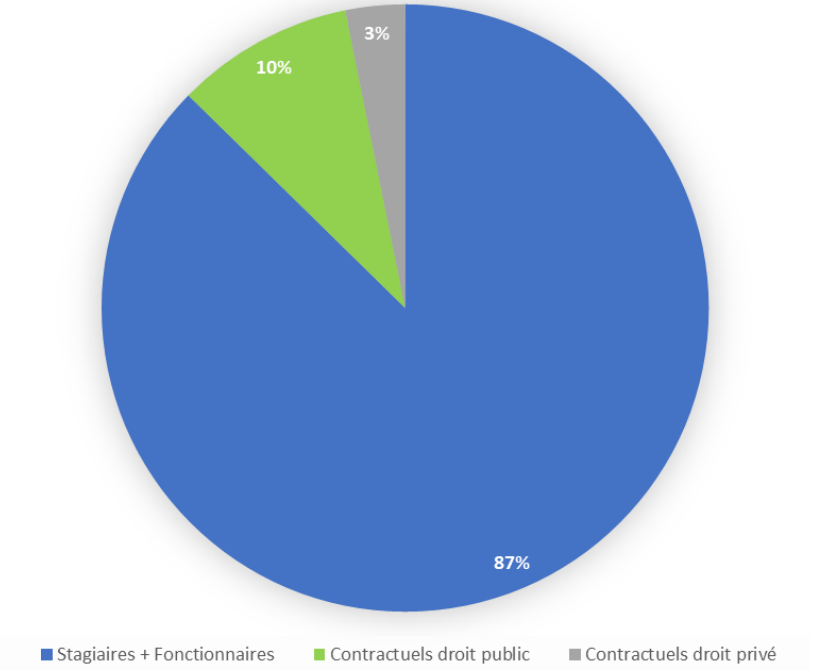
La structure de la masse salariale se présente de la manière suivante:

	Dépenses 2017	Dépenses 2018	Dépenses 2019	Dépenses 2020	Dépenses 2021	Dépenses 2022	Dépenses 2023	Dépenses 2024	Evolution 2023/2024
Traitements indiciaires	3 701 435 €	3 740 482 €	3 672 273 €	3 709 983 €	3 579 443 €	3 660 298 €	3 248 127 €	3 379 576 €	+ 4,04 %
Divers (versement transport, emplois d'avenir, apprentis …)	192 765 €	216 174 €	195 086 €	130 891 €	131 718 €	135 833 €	132 100 €	129 449 €	- 2,01 %
NBI* + SFT* + IR*	79 944 €	73 555 €	70 251 €	67 962 €	65 558 €	68 623 €	113 457 €	113 686 €	+ 0,2 %
Régimes indemnitaires	599 113 €	522 767 €	502 612 €	475 218 €	680 213 €	656 422 €	950 295 €	1 083 684 €	+ 14,03 %
Cotisations sociales (URSSAF, ASSEDIC etc)	1 681 274 €	1 615 030 €	1 563 998 €	1 513 853 €	1 551 939 €	1 575 459 €	1 552 679 €	1 596 146 €	+ 2,80 %
Autres cotisations (CNFPT, CDGFPT etc)	87 086 €	87 361 €	86 398 €	68 956 €	76 978 €	95 398 €	96 164 €	99 787 €	+ 3,77 %
Autres charges sociales diverses (mutuelle, prévoyance, titres restaurants etc) [1]	181 346 €	293 412 €	265 436 €	189 417 €	190 575 €	192 881 €	274 024 €	292 427 €	+ 6,71 %
Autres charges diverses (médecine du travail etc)	45 078 €	34 451 €	48 377 €	47 291 €	33 512 €	20 284 €	22 709 €	20 554 €	- 9,49 %
CA exercices clos	**6 568 040 €**	**6 583 232 €**	**6 404 430 €**	**6 203 570 €**	**6 309 937 €**	**6 405 198 €**	**6 389 555 €**	**6 715 309 €**	**+ 5,10 %**

Répartition des agents de la Ville d'Illzach en 2024

Catégories	Fonctionnaires	Contractuels	Total	%
A	8	1	9	6
B	21	6	27	18
C	109	8	117	76
Total	**138**	**15**	**153**	

A cet effectif s'ajoutent 5 apprentis, soit un total de 158 agents



Avantages en nature et durée effective de travail de l'année 2024

Avantages en nature octroyés par la collectivité:

5 LOGEMENTS DE FONCTION	**23 840 €**

110 agents ont bénéficié d'une promotion:

Avancements de grade	Avancements d'échelon	Promotion interne
12	94	4

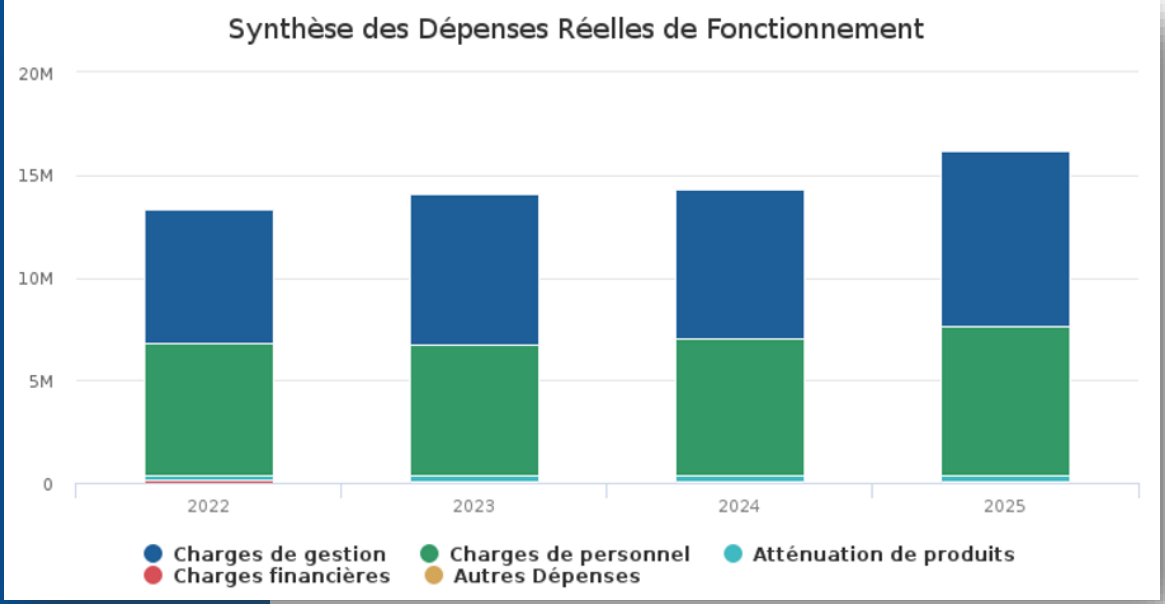
La durée effective de travail est de 1607 heures

Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement et projection 2025

Malgré des charges de gestion maîtrisées, sous l'effet de l'augmentation de nos charges de personnel, nos dépenses de fonctionnement ont progressé de + 1,4 % (+ 197 548 €) entre 2023 et 2024.

Pour 2025, le gouvernement a fait paraître le décret officialisant la hausse de 12 % des cotisations employeurs à la CNRACL sur quatre ans (3 % / an). Cette mesure impactera nos charges de personnel d'environ 120 000 € par an pour atteindre 480 000 € en 2028.

Les charges financières devraient continuer à baisser en 2025 et s'établir à 0,66 M€ malgré un nouvel emprunt de 1 M€ programmé au cours de l'exercice budgétaire pour financer la restructuration du GS des Jonquilles.



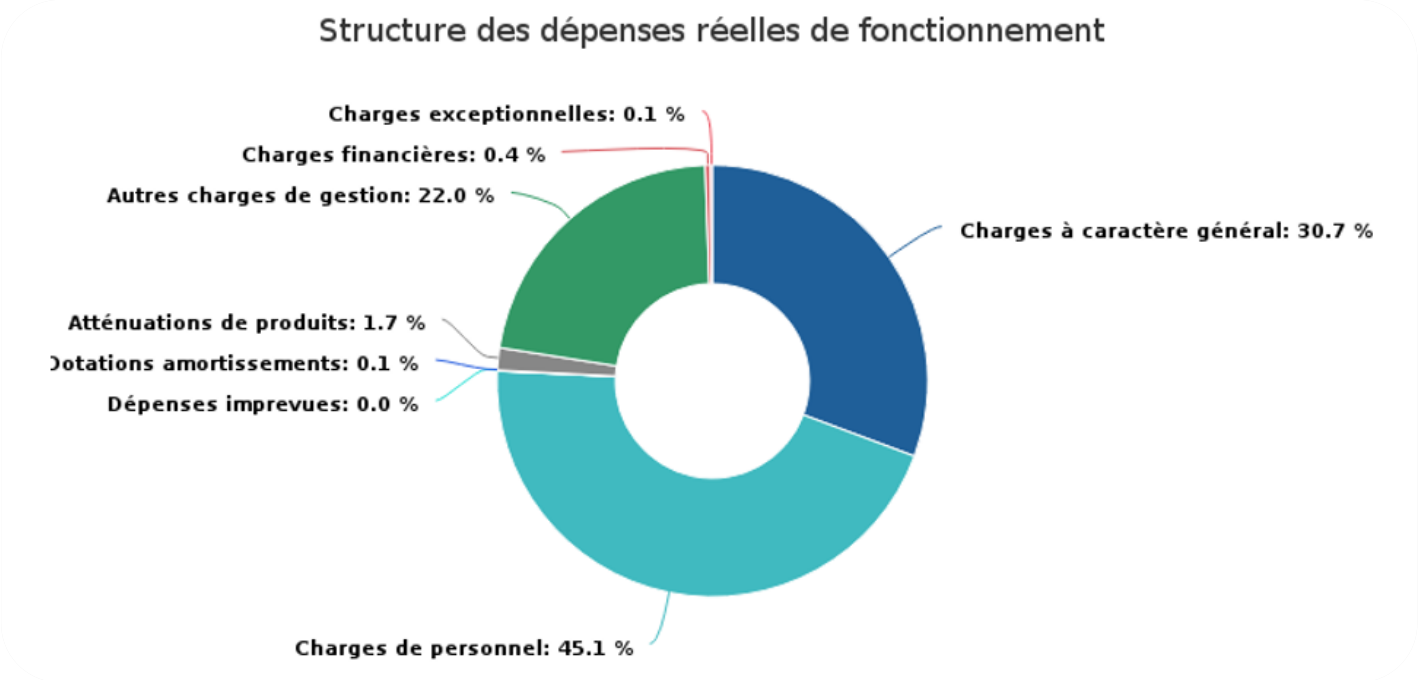
Année	2022	2023	2024	2025	2024-2025 %
Charges de gestion	6 552 254 €	7 328 540 €	7 222 365 €	8 539 507 €	18,24 %
Charges de personnel	6 405 199 €	6 389 554 €	6 715 309 €	7 313 750 €	8,91 %
Atténuation de produits	264 372 €	263 623 €	265 189 €	271 534 €	2,39 %
Charges financières	119 560 €	109 357 €	85 013 €	66 222 €	-22,1 %
Autres dépenses	8 660 €	7 687 €	8 433 €	29 500 €	249,82 %
Total Dépenses de fonctionnement	13 350 047 €	14 098 764 €	14 296 312 €	16 220 514 €	13,46 %
Évolution en %	*5,07 %*	*5,61 %*	*1,4 %*	*13,46 %*	-

Structure des Dépenses Réelles de Fonctionnement

En prenant en compte les prévisions budgétaires pour l'exercice 2025, les dépenses réelles de fonctionnement s'élèveraient à un montant total de 16 220 514 €, soit 1 082,38 € / hab. Ce montant est supérieur à celui de 2024 qui s'élevait à 14 296 312 (950 € / hab). Pour les villes françaises de la même strate ce ratio est de 1203 € / hab.

Ces dernières se décomposeraient de la manière suivante :

- **à 45,09 % des charges de personnel ;**
- **à 30,66 % des charges à caractère général ;**
- **à 21,99 % des autres charges de gestion courante ;**
- **à 1,67 % des atténuations de produit ;**
- **à 0,41 % des charges financières ;**
- **à 0,13 % des charges exceptionnelles ;**
- **à 0,06 % des dotations aux amortissements et aux provisions.**



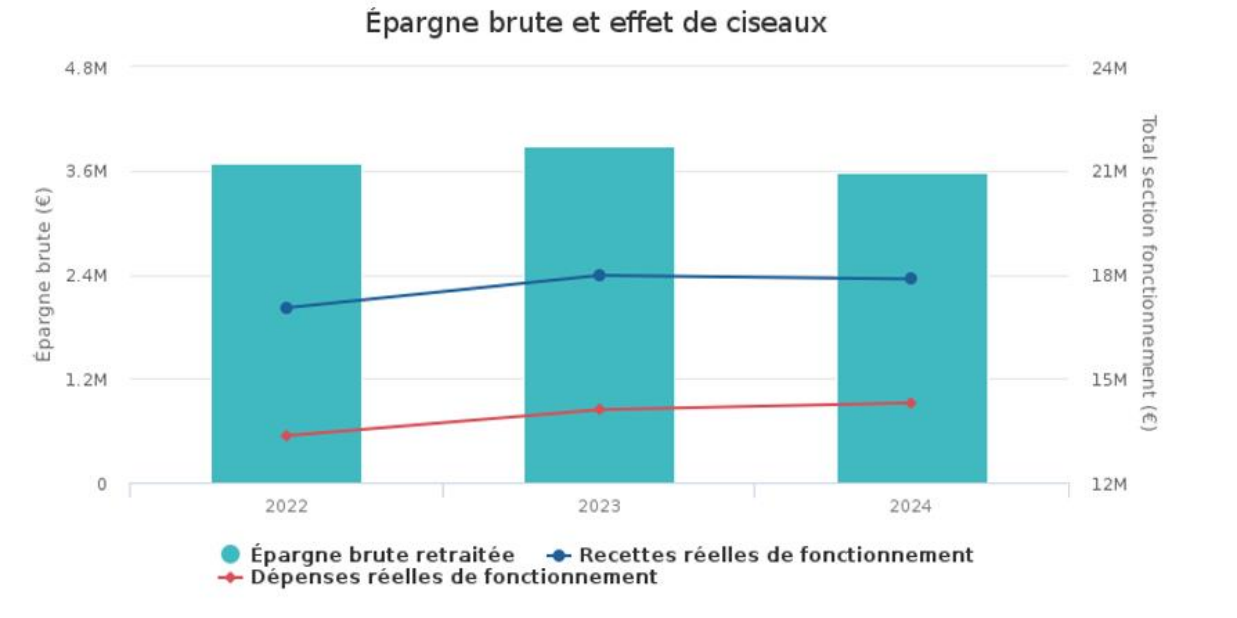
L’ EPARGNE

L'épargne brute

L'épargne brute correspond à l'excédent de la section de fonctionnement sur un exercice, c'est-à-dire la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle sert ainsi à financer :

- **Le remboursement du capital de la dette de l'exercice;**
- **L'autofinancement des investissements.**

Pour l'année 2024, notre épargne brute s'élève à 3 574 422 € soit – 7,77 % par rapport à l'année 2023. La stagnation de nos recettes de fonctionnement et l'augmentation de nos dépenses de fonctionnement expliquent ce recul.



Année	2022	2023	2024	2023-2024 %
Recettes Réelles de fonctionnement	17 460 719 €	18 121 516 €	18 153 009 €	0,17 %
Dont Produits de cession	*420 237 €*	*147 250 €*	*282 274 €*	-
Dépenses Réelles de fonctionnement	13 350 047 €	14 098 764 €	14 296 312 €	1,4 %
Dont dépenses exceptionnelles	*4 705 €*	*2 280 €*	*2 228 €*	-
Epargne brute	3 690 435 €	3 875 502 €	3 574 422 €	-7,77%

Taux d'épargne brute

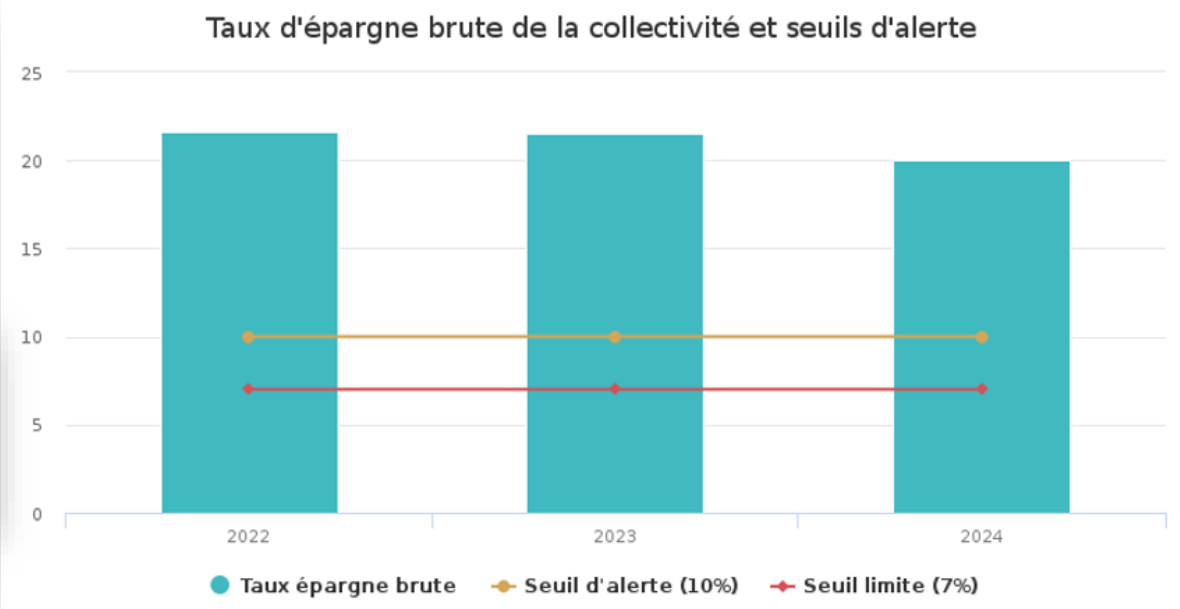
Le taux d'épargne brute correspond au rapport entre l'épargne brute et les recettes réelles de fonctionnement de la commune. Il permet de mesurer le pourcentage de ces recettes qui pourra être alloué à la section d'investissement afin de rembourser le capital de la dette et autofinancer les investissements de l'année en cours.

Deux seuils d'alerte sont ici présentés. Le premier, à 10% correspond à un premier avertissement, la commune en dessous de ce seuil n'est plus à l'abri d'une chute sensible ou perte totale d'épargne.

Le second seuil d'alerte à 7% représente un seuil limite. En dessous de ce seuil, la commune ne dégage pas suffisamment d'épargne pour rembourser sa dette, investir et également pouvoir emprunter si elle le souhaite.

Pour information, le taux moyen d'épargne brute des communes française se situe aux alentours de 15,6 % en 2023. *(DGCL – Données DGFIP).*

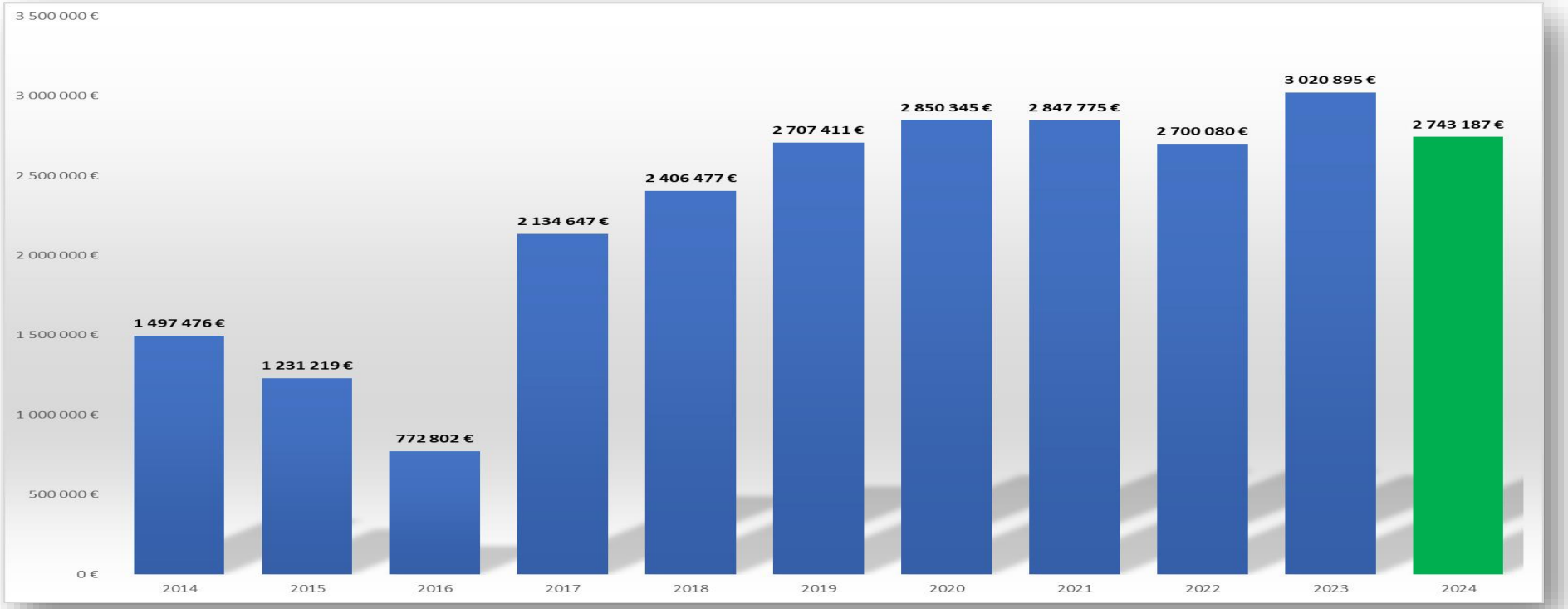
Année	2022	2023	2024	2023-2024 %
Epargne brute	3 690 435 €	3 875 502 €	3 574 422 €	-7,77%
Taux d'épargne brute %	21,66 %	21.56 %	20.0 %	-



Evolution de notre épargne nette (autofinancement)

La maîtrise « relative » des dépenses de fonctionnement permet encore à la Ville de dégager un autofinancement suffisant pour couvrir une part significative des dépenses d'investissement.

Ce recul de notre capacité d'autofinancement était attendu pour l'année 2024 du fait de la différence entre l'évolution de nos recettes et nos dépenses de fonctionnement (ROB 2024). Les charges de personnel étant, comme les charges financières, des dépenses de fonctionnement dites « rigides », c'est-à-dire qu'on ne peut aisément optimiser en cas de besoin, il conviendra de porter une attention particulière aux autres dépenses courantes (ex: charges à caractère général – Chapitre 011)

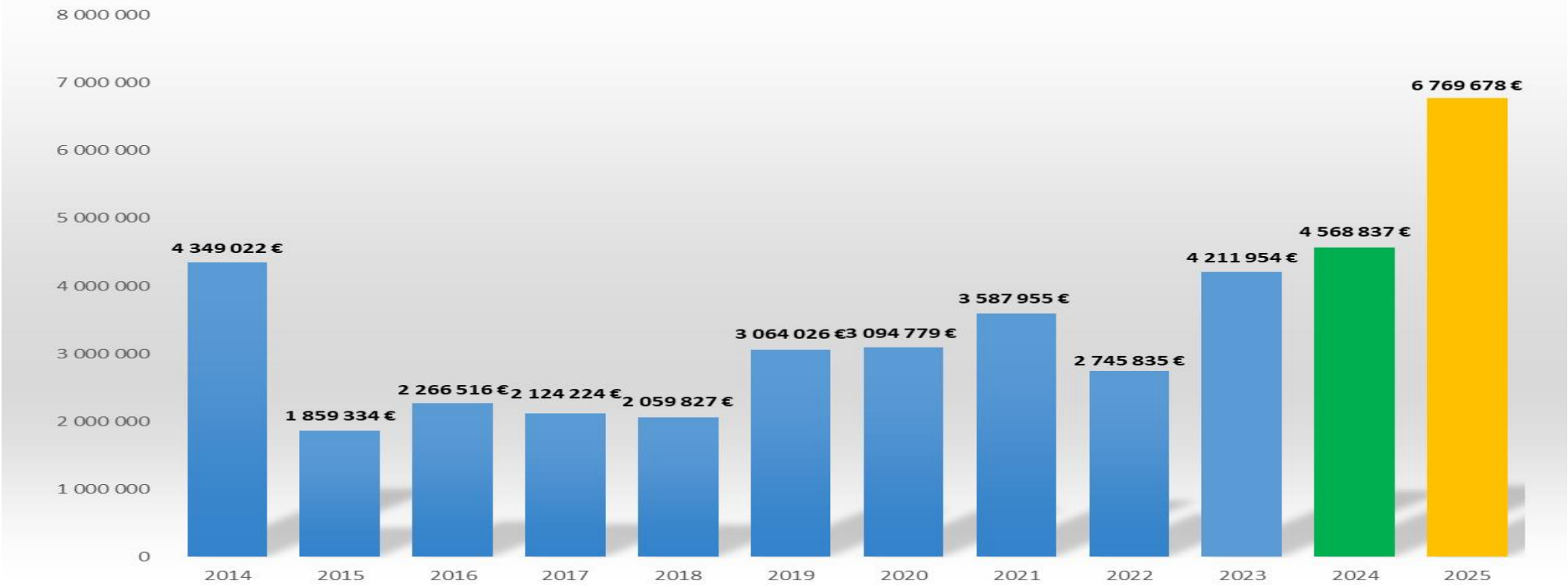


LES INVESTISSEMENTS

Evolution de nos dépenses d'investissement

Le démarrage des travaux de restructuration du Groupe Scolaire des Jonquilles marquera l'année 2025 (2,07 M€). D'autres projets comme la rénovation du Centre technique municipal (0,5 M€), des études complémentaires pour la Cité des sports (0,5 M€), la réhabilitation du Centre culturel de l'Espace 110 (0,18 M€) , la seconde tranche des travaux de relamping (0,489 M€), ou encore des interventions nécessaires afin de pérenniser nos bâtiments communaux (0,33 M€) sont inscrits à la PPI pour l'année 2025.

S'ajoute à ces montants l'acquisition du terrain destiné à accueillir le futur Centre de Secours d'Illzach pour 0,570 M€, des études pour 70 000 € et une enveloppe de 1,23 M€ pour les investissements récurrents des différents services de la mairie. Le montant global des dépenses d'équipements s'élève à 6,77 M€ pour 2025.



Les besoins de financement pour l'année 2025

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Année	2022	2023	2024	2025
Dépenses réelles (hors dette)	2 745 835 €	4 206 193 €	4 679 851 €	6 848 210 €
Remboursement de la dette	986 437 €	854 607 €	831 234 €	837 242 €
Dépenses d'ordre	41 869 €	3 071 €	228 780 €	0 €
Restes à réaliser	-	-	0 €	1 337 074 €
Dépenses d'investissement	3 774 141 €	5 063 871 €	5 739 865 €	9 022 526 €

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Année	2022	2023	2024	2025
Subvention d'investissement	490 747 €	133 533 €	279 470 €	2 369 744 €
FCTVA	433 653 €	340 134 €	468 394 €	454 986 €
Autres ressources	574 293 €	81 303 €	100 664 €	80 000 €
Recettes d'ordre	1 302 363 €	1 114 214 €	1 461 408 €	1 100 000 €
Emprunt	0 €	0 €	550 000 €	1 600 000 €
Autofinancement	1 700 000 €	2 808 319 €	3 000 000 €	0 €
Restes à réaliser	-	-	0 €	0 €
Recettes d'investissement	4 501 056 €	4 477 503 €	5 859 936 €	5 604 730 €

Année	2022	2023	2024	2025
Résultat n-1	4 030 593 €	4 722 957 €	4 046 586 €	4 166 657 €
Solde	4 757 508 €	4 136 589 €	4 166 657 €	748 861 €

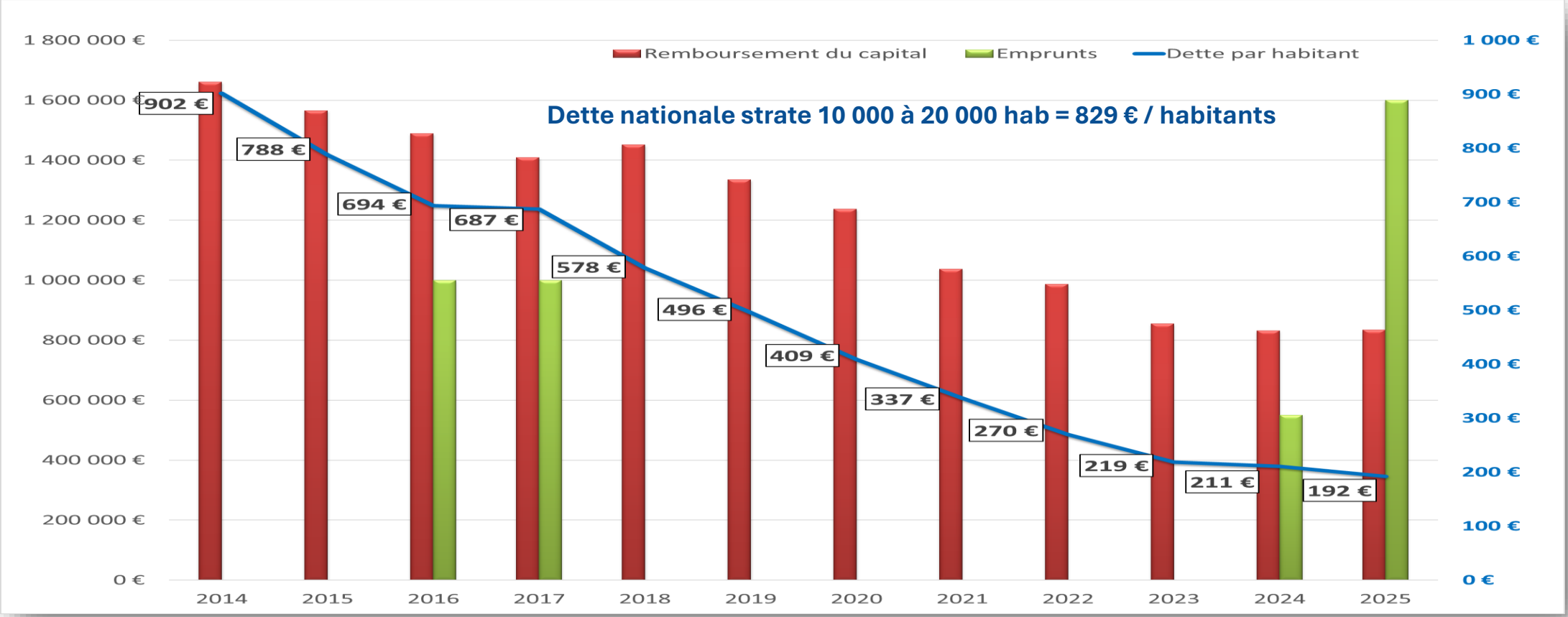
Notre besoin de financement

LA DETTE

La situation de notre endettement

La Ville poursuit son désendettement avec un capital restant dû au 31/12/2024 de 2,9 M€ et 0,831 M€ de capital remboursé.

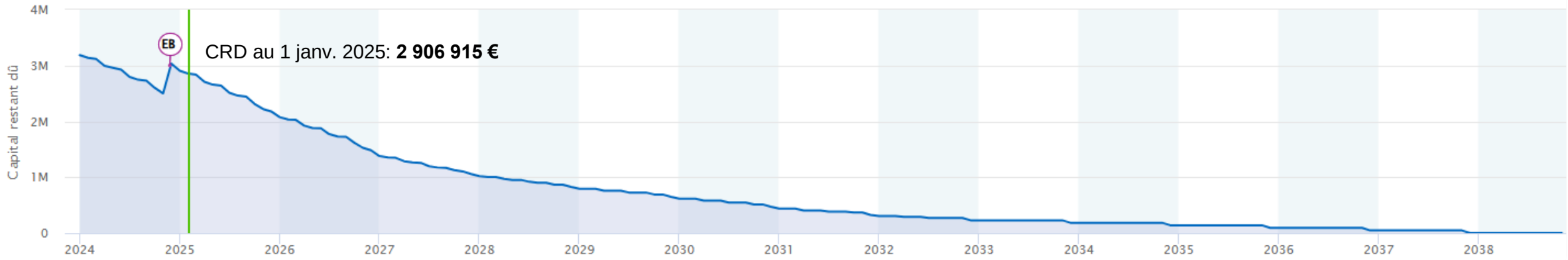
L'année 2025 marquera une reprise contenue de notre endettement, la Ville ayant prévu de réaliser deux emprunts pour 1,6 M€. 1 M€ destiné à financer les travaux du GS des Jonquilles et 0,6 M€ pour le second volet de « l'intracting » (rénovation du parc d'éclairage public).



Profil d'extinction de la dette

Au 1er janvier 2025

CRD au 05/02/2025	CRD par habitant au 05/02/2025	Taux moyen payé 2025
2 855 249 €	**190 €**	**2,51 %** (30/360)
Début d'exercice	Évolution depuis le 31/12/2024	Taux moyen payé 2024
2 916 266 € · **-61 017 €** · **-2,09 %**	**-4 €** · **-2,09 %**	**2,94 %** · **-0,43 %**

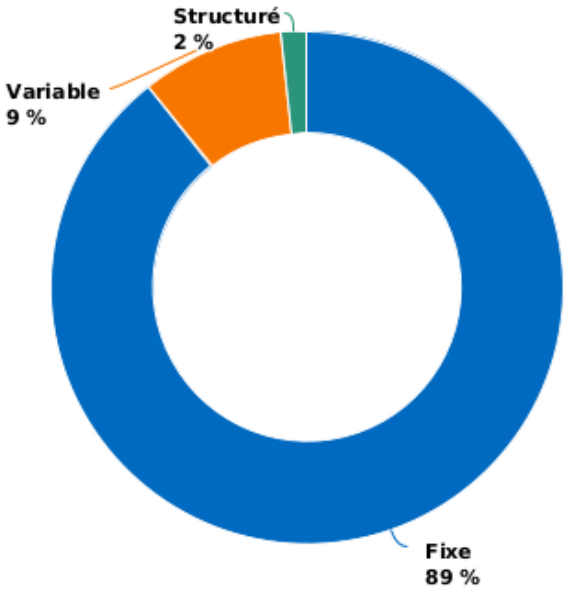


Répartition des emprunts

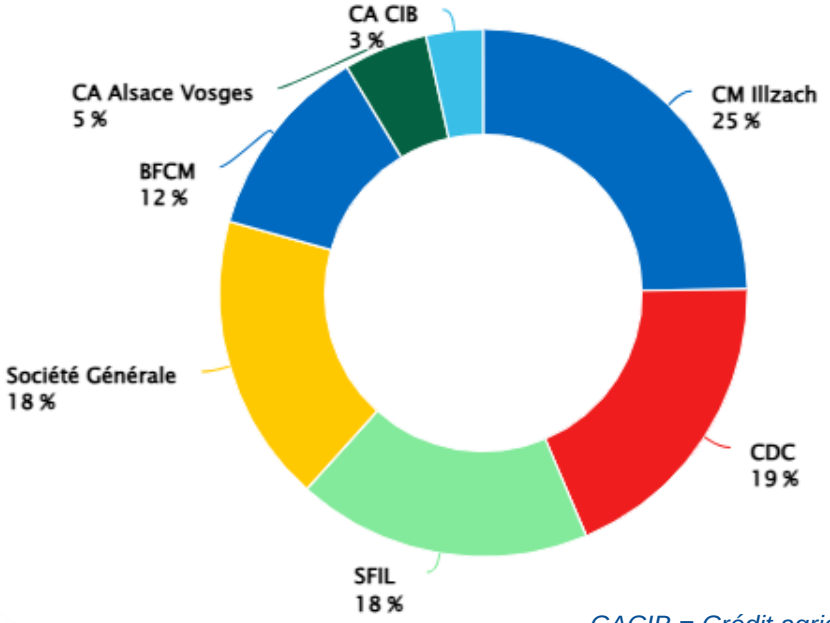
A la fin de l'année 2024, la structure d'endettement est non seulement équilibrée mais source de stabilité puisque 89 % de notre endettement est constitué par des emprunts à taux fixes, 9 % à taux variable et seulement 2 % en taux structuré.

Selon la charte Gissler, notre endettement est stable avec une échelle de risque très limitée, avec 98,36 % en classification A1 et seulement 1,64 % de l'encours en B1 qui sera remboursé au cours de l'année.

Répartition par risque au 31/12/2024



Répartition par banque au 31/12/2024



CACIB = Crédit agricole CIB
SFIL = société de financement local

RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE

Budget principal	RETROSPECTIVE				Ecart en €	Ecart en %
	2021	2022	2023	2024	2023-2024	2023-2024
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**16 902 786**	**17 460 719**	**18 121 516**	**18 153 009**	**31 493**	**0,17%**
Produits des cessions	311 744	420 237	147 250	282 274	135 024	91,70%
Recettes réelles de fonctionnement	16 591 041	17 040 482	17 974 266	17 870 735	- 103 531	-0,58%
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**12 705 942**	**13 350 047**	**14 098 764**	**14 296 312**	**197 548**	**1,40%**
Charges financières	141 911	119 560	109 357	85 013	- 24 344	-22,26%
Excedent ou deficit de fonctionnement	3 598 893	5 041 961	5 218 893	5 220 504	1 611	0,03%
Epargne brute retraitée	3 885 098	3 690 435	3 875 502	3 574 422	- 301 080	-7,77%
Taux d'épargne brute	23 %	21 %	21 %	20 %		
Epargne de gestion	4 338 755	4 230 232	4 132 109	3 941 709	- 190 400	-4,61%
Amortissement de la dette	1 037 323	986 437	854 607	831 234	- 23 373	-2,73%
Epargne nette (autofinancement)	**2 847 774**	**2 703 998**	**3 020 895**	**2 743 187**	**- 277 708**	**-9,19%**
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**2 428 262**	**3 198 693**	**3 363 289**	**4 398 528**	**1 035 239**	**30,78%**
Produits des cessions	311 744	420 237	147 250	282 274	135 024	91,70%
Subvention	220 745	490 747	133 533	279 470	145 937	109,29%
Excédents de fonctionnement	1 500 000	1 700 000	2 808 319	3 000 000	191 681	6,83%
Emprunt	0	0	0	550 000	550 000	
Autres recettes d'investissements	928 262	1 498 693	554 969	848 528	293 559	52,90%
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	**4 625 279**	**3 732 272**	**5 066 561**	**5 511 085**	**444 524**	**8,77%**
Dépenses d'investissement hors emprunt	3 587 955	2 745 834	4 206 193	4 679 851	473 658	11,26%
Dépenses d'équipements	3 579 878	2 405 507	4 067 452	4 367 529	300 077	7,38%
Subventions d'équipement versées	8 077	6 000	1 673	201 309	199 636	11932,82%
Excedent ou deficit d'investissement	5 173 835	4 030 593	4 722 957	4 046 586	- 676 371	-14,32%
Fonds de roulement, dette et solvabilité						
Besoin de financement hors emprunt et résultat	3 697 016	2 233 578	4 505 830	4 662 556	156 726	3,48%
Emprunt	0	0	0	550 000	550 000	
Excédents de fonctionnement	1 500 000	1 700 000	2 808 319	3 000 000	191 681	6,83%
Fonds de roulement	**8 772 728**	**9 072 555**	**9 941 850**	**9 267 091**	**- 674 759**	**-6,79%**
Variation du fonds de roulement	188 081	1 456 856	- 630 328	- 538 134	92 194	-14,63%
Encours de dette au 31/12	5 038 545	4 052 108	3 203 751	2 916 266	- 287 485	-8,97%
Variation de l'encours de dette	0	- 986 437	- 848 357	- 287 485	560 872	-66,11%
Capacité de désendettement	**1**	**1**	**0**	**0**		

Budget principal	PROSPECTIVE							
	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**17 894 869**	**19 408 172**	**18 878 421**	**18 975 433**	**18 362 563**	**18 510 790**	**18 702 319**	**18 892 757**
Produits des cessions	190 000	1 440 000	690 000	610 000	10 000	10 000	0	0
Recettes réelles de fonctionnement	17 704 869	17 968 172	18 188 421	18 365 433	18 352 563	18 500 790	18 702 319	18 892 757
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**16 220 514**	**15 659 365**	**16 070 233**	**16 426 568**	**16 516 732**	**16 771 406**	**17 078 885**	**17 390 388**
Charges financières	66 222	80 868	436 704	476 988	461 925	447 416	434 951	422 120
Excedent ou deficit de fonctionnement	7 844 573	5 968 927	6 617 734	6 625 922	6 274 786	5 920 617	5 460 000	4 983 434
Epargne brute retraitée	1 484 354	2 308 806	2 118 188	1 938 864	1 835 830	1 729 383	1 623 433	1 502 368
Taux d'épargne brute	8 %	12 %	11 %	10 %	10 %	9 %	8 %	7 %
Epargne de gestion	1 740 577	3 829 674	3 244 892	3 025 853	2 307 755	2 186 799	2 058 384	1 924 489
Amortissement de la dette	834 242	757 167	687 791	613 832	570 150	583 071	457 944	470 774
Epargne nette (autofinancement)	**650 112**	**1 551 639**	**1 430 396**	**1 325 032**	**1 265 679**	**1 146 311**	**1 165 489**	**1 031 594**
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	**4 504 730**	**17 328 275**	**8 706 756**	**5 308 496**	**2 554 637**	**1 768 518**	**1 601 959**	**1 295 270**
Produits des cessions	190 000	1 440 000	690 000	610 000	10 000	10 000	0	0
Subvention	2 369 744	1 285 140	884 440	1 936 080	80 000	80 000	0	0
Excédents de fonctionnement	0	2 450 000	2 000 000	1 700 000	1 800 000	1 100 000	1 100 000	1 000 000
Emprunt	1 600 000	12 500 000	2 600 000	0	0	0	0	0
Autres recettes d'investissements	2 904 730	2 378 275	4 106 756	3 608 496	754 637	668 518	501 959	295 270
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	**7 685 452**	**19 953 058**	**11 433 300**	**4 109 832**	**3 966 150**	**3 714 071**	**2 300 944**	**2 313 774**
Dépenses d'investissement hors emprunt	6 851 210	19 195 891	10 745 509	3 496 000	3 396 000	3 131 000	1 843 000	1 843 000
Dépenses d'équipements	6 641 210	19 025 891	10 657 509	3 450 000	3 350 000	3 085 000	1 800 000	1 800 000
Subventions d'équipement versées	82 000	42 000	42 000	0	0	0	0	0
Excedent ou deficit d'investissement	4 166 657	2 085 935	561 152	- 1 065 391	1 233 271	921 758	76 204	477 219
Fonds de roulement, dette et solvabilité								
Besoin de financement hors emprunt et résultat	4 780 722	17 574 783	7 326 544	501 336	3 211 513	3 045 553	1 798 985	2 018 504
Emprunt	1 600 000	12 500 000	2 600 000	0	0	0	0	0
Excédents de fonctionnement	0	2 450 000	2 000 000	1 700 000	1 800 000	1 100 000	1 100 000	1 000 000
Fonds de roulement	**12 011 230**	**8 054 863**	**7 178 886**	**5 560 530**	**7 508 058**	**6 842 375**	**5 536 205**	**5 460 654**
Variation du fonds de roulement	- 1 693 367	- 2 762 976	- 2 605 356	1 440 528	- 1 372 683	- 1 313 170	- 175 551	- 516 135
Encours de dette au 31/12	3 682 023	15 424 856	17 337 065	16 723 233	16 153 082	15 570 010	15 112 066	14 641 292
Variation de l'encours de dette	765 757	11 742 832	1 912 208	- 613 832	- 570 150	- 583 071	- 457 944	- 470 774
Capacité de désendettement	**2**	**6**	**8**	**8**	**8**	**9**	**9**	**9**

RATIOS

Ratios

Ratios / Année	2022	2023	2024	2025	Ratios Nationaux Strate 10 000 à 20 000 hab
1 - DRF € / hab.	890,89	966,66	949,92	1 082,38	1203
2 - Fiscalité directe € / hab.	377.92	448.92	448.26	457.82	661
3 - RRF € / hab.	1 165,21	1 242,48	1 206,18	1 191,37	1415
4 - Dép d'équipement € / hab.	160.93	278.99	303.58	448.63	364
5 - Dette / hab.	270,41	219,66	0	51,1	820
6 DGF / hab	52.59	52.35	55.34	55.92	175
7 - Dép de personnel / DRF	47,98 %	45,32 %	46,97 %	45,09 %	59 %
8 - CMPF	104.35 %	102.91 %	102.77 %	102.77 %	/
9 - DRF+ Capital de la dette / RRF	82,11 %	82,52 %	83,33 %	95,54 %	91 %
10 - Dép d'équipement / RRF	13,81 %	22,45 %	25,17 %	37,66 %	26 %
11 - Encours de la dette /RRF	23,21 %	17,68 %	0 %	4,29 %	58 %

CONCLUSION

Conclusion

La Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI) prévoit 39,6 M€ d'investissements sur la période 2025 – 2028.

Pour la réalisation de nos projets, le recours à l'emprunt est incontournable et la baisse des taux directeurs sera un véritable enjeu pour la maîtrise de notre dette (prévision d'emprunts de 17,5 M€).

Les efforts consentis ces dernières années au niveau du budget de fonctionnement devront être poursuivis et reproduits au niveau du budget des investissements dits « récurrents » afin de dégager 10 M€ de recettes supplémentaires au cours des 4 prochains exercices.

Considérant les crises successives subies par les collectivités (sanitaires, énergétiques, inflationnistes), il conviendra de faire évoluer « *au jour le jour* » cette PPI en fonction des évènements périphériques sur lesquels la Ville n'a pas d'emprise et qui seraient susceptibles d'impacter nos capacités financières.

« La vérité du jour n'est pas celle du lendemain… »